



Femmes dans l'Emploi Informel :  
Globalisation et Organisation



# RAPPORT ANNUEL

AVRIL 2020 - MARS 2021

# TABLE DE MATIÈRES

**03**

De l'autonomisation des travailleuse·eur·s de l'informel à la sécurisation de leurs moyens de subsistance

**04**

Rétrospective de l'année

**06**

Création d'un réseau mondial de travailleuse·eur·s à domicile

**07**

Un réseau mondial de récupératrice·eur·s de matériaux

**08**

La mobilisation des travailleuse·eur·s pendant la pandémie

**10**

Programmes clés de WIEGO

**11**

Soutien WIEGO aux travailleuses domestiques

**13**

Soutien WIEGO aux travailleuse·eur·s à domicile

**15**

Soutien WIEGO aux vendeuse·eur·s de rue et commerçant·e·s de marché

**17**

Soutien WIEGO aux récupératrice·eur·s de matériaux

**19**

Soutien de l'équipe Villes focales de WIEGO aux travailleuse·eur·s de l'informel

**21**

Un meilleur accès à notre travail

**22**

WIEGO : présence active sur le terrain en 2020-2021

**23**

Les chiffres de l'année écoulée

**26**

Publications et ressources



# De l'autonomisation des travailleuse·eur·s de l'informel à la sécurisation de leurs moyens de subsistance

Réseau d'organisations des travailleuse·eur·s de l'informel et de leurs alliés que sont les chercheuse·eur·s, statisticien·ne·s et praticien·ne·s du développement, WIEGO s'attache à améliorer les conditions de travail des travailleuse·eur·s démunie·e·s, en particulier des femmes, dans l'économie informelle. Nous y parvenons de deux manières, d'abord, en fournissant sur l'économie informelle des statistiques, des travaux de recherche et des analyses de politiques, autant d'information qui peut servir à des fins de plaidoyer, les données **entre les mains des travailleuse·eur·s étant synonyme de pouvoir agir**. D'autre part, nous mettons en relation des particuliers et des organisations de travailleuse·eur·s de l'informel, l'objectif étant de bâtir des réseaux régionaux et mondiaux, plus largement encore, un mouvement social : **l'union fait la force**.



# Rétrospective de l'année

**Mirai Chatterjee, Chair**, présidente du Conseil d'administration de WIEGO

Chère famille et ami·e·s de WIEGO,

Au cours de l'année écoulée, nous avons connu et enduré les plus grandes épreuves jamais rencontrées. L'injustice et l'inégalité systématiques, visibles à tout le monde dans la crise de la COVID-19, ont eu pour conséquence la perte de leaders et de membres, en nous plongeant dans le deuil, tout en nous battant contre les retombées économiques de la pandémie mondiale. Tellement de travailleuse·eur·s ont vu leurs moyens de subsistance et leurs maigres biens disparaître, leurs économies chuter à zéro, se remettant à peine, voire pas du tout.

L'incertitude entraînée par la pandémie et ses conséquences ne nous ont pas quittées de l'année. Nous conservons pourtant l'engagement inébranlable des femmes et des hommes qui font partie de notre réseau, pour lutter contre les injustices dans des circonstances si difficiles. Collectivement, les organisations de base se sont mobilisées autour des efforts de secours, ainsi que pour s'assurer que les pouvoirs publics désignent leurs membres comme essentiel·le·s et pour développer des nouvelles structures de communication, l'objectif étant que personne ne se retrouve seul·e. Elles ont comblé des fossés, là où personne d'autre n'y est parvenu ; elles étaient porteuses d'espérance, là où celle-ci se faisait rare.

Notre équipe, nos membres et nos partenaires dans l'ensemble du Réseau WIEGO ont également aidé le public à mieux comprendre le rôle que jouent les travailleuse·eur·s de l'informel dans la communauté, le foyer et la société. En se rassemblant à travers les secteurs et les régions, le réseau a œuvré en solidarité et plaidé en faveur de politiques et pratiques plus équitables. D'ailleurs, il a contribué à

fortifier la résilience dans leurs communautés et leurs familles, en nous montrant que le chemin vers le redressement passe par la reconstruction des économies locales, et ce, de manière inclusive et équitable.

Les besoins des membres sont toujours au cœur de tout ce que nous faisons en tant que réseau. Le monde du travail, tel qu'il existait avant la crise, fut bâti sur des inégalités insoutenables. L'urgence de mettre fin aux inégalités est à présent mieux reconnue, tout comme la nécessité de mettre en place un monde du travail axé sur la justice et l'inclusion. Notre force vient de la solidarité et nous faisons cause commune autour d'un redressement qui ne laisse aucun·e travailleuse·eur au bord du chemin.



Mirai Chatterjee

**Mirai Chatterjee**  
Présidente du Conseil d'administration, WIEGO  
Novembre 2021



### Sally Roever, Coordinatrice internationale

L'adaptation et l'apprentissage ont toujours été au cœur de notre chemin au cours des mois d'angoisse de l'année 2020-2021. En avril 2020, lorsque la pandémie débutait, nous avons entrepris une mobilisation de ressources sans précédent, pour vite concevoir et exécuter deux études – une appréciation rapide avec nos membres institutionnels et une étude à méthodologie mixte avec nos partenaires – dont l'objet consistait à évaluer l'impact de la COVID-19 sur les travailleuse·eur·s en douze villes. Jamais auparavant notre réseau n'avait mené une étude dans les circonstances auxquelles nous faisons face à ce moment-là. Mais il était crucial, pour les efforts des travailleuse·eur·s, de mettre des données à leur portée – comme il l'est à présent et tout au long de notre histoire – pour convaincre les pouvoirs publics de les intégrer dans les mesures de secours.

Des années de recherches, de travail d'organisation et d'établissement de liens ont abouti, en février 2021, à un autre accomplissement monumental, malgré les circonstances de la pandémie : le lancement de HomeNet International. Les organisations de travailleuse·eur·s à domicile, venues de quatre régions, ont trouvé des solutions créatives dans le but de poursuivre leur travail vers la construction d'un réseau mondial, à la fois représentatif et démocratique, alors même qu'elles se frayaient un chemin à travers la pandémie et les retombées négatives de celle-ci sur les travailleuse·eur·s à domicile. En coordination avec le lancement, notre programme de Statistiques a publié des notes d'information décrivant l'ampleur et la composition du travail à domicile, dans plusieurs pays et à l'échelle mondiale, démontrant par ce biais le rôle essentiel que jouent ces travailleuse·eur·s dans la production locale et mondiale.

Le modèle exceptionnel de WIEGO, regroupant recherche, travail d'organisation et plaidoyer, a modelé la façon dont les décideuse·eur·s politiques regardent et comprennent l'emploi informel, et ce, à un moment charnière dans l'histoire. Notre travail aux côtés de partenaires – faisant état des obstacles à la protection sociale et comment l'innovation peut surmonter ces barrières – a été propagé par les institutions multilatérales les plus influentes au monde. Le travail entrepris avec des membres et partenaires en Asie, au sujet de l'industrie du vêtement, a façonné la manière dont les parties intéressées

abordent l'informalité tout au long de la chaîne d'approvisionnement et les retombées de cela sur les conditions de travail. Les gouvernements locaux ont participé à des dialogues avec des organisations de travailleuse·eur·s, à la suite de notre travail avec les membres et partenaires, qui consiste à entreprendre des recherches pertinentes pour les politiques publiques.

Alors que nous nous penchons sur les enseignements tirés de l'année écoulée, nous constatons notre principe de solidarité dans l'action et son pouvoir potentiel pour notre avenir commun. Alors que nous faisons ensemble cause commune dans le combat pour l'avenir, le courage dont nous avons été témoins cette dernière année peut servir de source d'inspiration et d'espérance pour un monde du travail plus équitable et plus inclusif.



En toute solidarité,

**Dre Sally Roever**  
**Coordinatrice internationale, WIEGO**  
Novembre 2021



# Création d'un réseau mondial de travailleuse·eur·s à domicile

Le lancement de [HomeNet International](#) – un réseau mondial pour les travailleuse·eur·s à domicile –, en février 2021, marque l'aboutissement de plus de deux décennies construisant l'organisation. Ce moment historique a été suivi par un grand nombre de travailleuse·eur·s et alliés via une réunion virtuelle, vue l'impossibilité de se retrouver en personne : il y avait 80 délégué·e·s de 36 affiliées provenant de 20 pays différents, s'y joignant près de 200 travailleuse·eur·s à domicile en tant qu'observatrice·eur·s, ainsi que 200 alliés.

La priorité absolue pour le réseau est de bâtir la solidarité, partager les connaissances et les informations, aborder les enjeux concernant les travailleuse·eur·s à domicile, et ceci à l'échelle mondiale, faire entendre leurs voix dans des forums internationaux, tels que l'Organisation internationale du Travail, et apporter du soutien à toutes les organisations affiliées dans toutes les régions.

L'idée d'un réseau mondial de travailleuse·eur·s à domicile a vu le jour au début des années 1990, lorsque la question d'une convention pour le travail à domicile s'est inscrite dans les

travaux de la Conférence internationale du Travail. Les premières tentatives de création d'un réseau mondial ayant pourtant échoué, l'accent s'est alors déplacé sur la construction de deux réseaux régionaux, HomeNet de l'Asie du Sud et HomeNet de l'Asie du Sud-Est, avec WIEGO dans un rôle de soutien. Au cours de dix dernières années, WIEGO a soutenu des organisations de travailleuse·eur·s à domicile en Afrique, en Amérique latine et en Europe de l'Est. En 2018, des représentant·e·s des cinq régions ont décidé, de façon unanime, de créer HomeNet International dans les deux ans.

WIEGO a accompagné la création de HomeNet International, en renforçant les capacités, en générant des connaissances et des statistiques et en construisant des réseaux. Nous continuerons de soutenir Home Net International de la même

manière que nous soutenons les organisations en réseau mondial déjà établies des vendeuse·eur·s de rue ([StreetNet International](#)) et des travailleuses domestiques ([Fédération mondiale des travailleuses domestiques](#)).



## Un réseau mondial de récupératrice·eur·s de matériaux

En ce moment, WIEGO travaille avec les récupératrice·eur·s de matériaux pour mettre sur pied un réseau mondial qui permettrait d'amplifier leur voix. En juin 2020, des représentant·e·s de leurs organisations, provenant de 13 pays, ont participé à la première réunion en ligne pour créer un comité consultatif mondial au service de [l'Alliance mondiale des récupératrice·eur·s](#). Il s'agit d'une avancée notable dans un processus qui a débuté en 2008.



# La mobilisation de travailleuse·eur·s pendant la pandémie

La crise de la COVID-19 a frappé les travailleuse·eur·s de l'informel de plein fouet. Du jour au lendemain, là où les pouvoirs publics ont décrété un isolement social obligatoire, leurs moyens de subsistance ont disparu et, aggravant encore la situation, beaucoup de travailleuse·eur·s ont fait l'objet d'une stigmatisation comme étant la source de propagation de la maladie. Même lorsque les mesures d'isolement social s'adoucissaient, le redressement des revenus s'est fait attendre et, pour beaucoup, ceux-ci sont restés inférieurs aux niveaux d'avant la pandémie. Les travailleuse·eur·s ayant hâte de se remettre au travail, plutôt que d'attendre une distribution de secours, les organisations de travailleuse·eur·s de l'informel se sont battues pour que le rôle de travailleuse·eur·s soit reconnu comme essentiel dans la société et, parallèlement, elles ont aidé leurs membres en cette période difficile où les pouvoirs publics n'en ont pas fait assez. WIEGO est restée à leurs côtés à toutes les étapes de cette épreuve.

## Voici ce que nous avons accompli ensemble :

### Reconnaissance en tant que travailleuse·eur·s essentiels·le·s

Lorsque l'isolement social obligatoire fut instauré, les travailleuse·eur·s de l'informel ont tiré parti des statistiques, élaborées par WIEGO, pour présenter des arguments auprès de leurs gouvernements afin



que ceux-ci leur permettent de reprendre le travail. Au Pérou, en Afrique du Sud et en Colombie, parmi d'autres, les pouvoirs publics ont reconnu le rôle essentiel que jouent les travailleuse·eur·s de l'informel – y compris les récupératrice·eur·s, les vendeuse·eur·s de rue et les commerçant·e·s de marché –, leur permettant ainsi de travailler pendant l'isolement social obligatoire. Les récupératrice·eur·s fournissent des services essentiels d'assainissement et de gestion des déchets solides. Les vendeuse·eur·s de rue et les commerçant·e·s de marché assurent des biens et des services dont dépend la sécurité alimentaire des communautés les plus démunies et vulnérables.





### Une sensibilisation accrue du public

La pandémie a sensibilisé le public aux rôles que jouent – et les épreuves que traversent – les travailleuse·eur·s démuni·e·s, tout d'abord parce que ces dernier·ère·s mènent des combats et partagent leurs histoires. Au Pérou, les médias ont fait des reportages sur le rôle essentiel que jouent les marchés de rue dans la chaîne alimentaire urbaine – un sujet sur lequel l'équipe WIEGO à Lima ne cesse d'insister auprès de médias nationaux – et de nombreux marchés ont fini par rouvrir. Au Sénégal, WIEGO a aidé les organisations de travailleuse·eur·s de l'informel à s'exprimer publiquement sur leur stigmatisation comme étant la source de propagation de la COVID-19. En Afrique du Sud, des organisations de résident·e·s, ayant auparavant appelé à une action agressive contre les récupérateur·e·s, ont désormais reconnu l'importance de leur travail.

### Obtention de transferts d'argent

Les efforts de plaidoyer en faveur de transferts d'argent ou de subventions en espèces pour les travailleuse·eur·s de l'informel ont abouti au Pérou, au Ghana et en Afrique du Sud. WIEGO y a contribué à travers la diffusion médiatique et en faisant connaître clairement ce dont les travailleuse·eur·s avaient besoin.

### La solidarité intersectorielle

Au début de la pandémie, WIEGO a organisé une réunion de réseaux régionaux et mondiaux de travailleuse·eur·s de l'informel qui, depuis lors, se sont réunis une fois par semaine (deux fois par mois maintenant). En découle une solidarité considérablement accrue entre différents secteurs – élément

crucial pour la construction d'un mouvement –. Les réseaux ont ainsi travaillé ensemble à plusieurs occasions, notamment lors de la publication d'une déclaration conjointe le jour de la fête du Travail, où ils ont présenté une [plateforme mondiale de revendications](#), et l'élaboration d'une plateforme commune de revendications pour la Conférence internationale du Travail.

### Communications renforcées

Au travers d'une série de webinaires, [Les voix des travailleuse·eur·s](#), rendue possible grâce à l'interprétation en plusieurs langues, WIEGO a mis en place un espace d'échange où les organisations et les réseaux de travailleuse·eur·s de l'informel ont eu l'occasion de partager des expériences et des connaissances. Les webinaires portent sur des stratégies innovantes de plaidoyer, de politiques et d'organisation pendant la crise, ainsi que sur les réponses politiques positives qui en découlent et les interventions, pilotées par les organisations de base, visant à soutenir les travailleuse·eur·s de l'informel pendant la pandémie.

La pandémie a contribué à développer de nouvelles structures de communication – et à renforcer celles déjà en place – dans le but d'aider les organisations de travailleuse·eur·s à suivre de près l'impact de la COVID-19 et à partager des informations avec leurs membres. La mise en place de systèmes informatiques avait pour objet d'aider les membres à faire une demande auprès de programmes d'aide et à améliorer leur utilisation des plateformes en ligne et des outils de communication virtuelle. Les organisations se sont également servies des plateformes de financement participatif (*crowdfunding*) et ont créé des systèmes de distribution de nourriture parmi leurs membres.



# Programmes clés de WIEGO



## Droit

Ce programme œuvre, d'une part, à faire reconnaître, inclure et protéger les droits et le travail des travailleuse·eur·s de l'informel, tant dans les instruments internationaux que dans les lois et réglementations locales et nationales et, d'autre part, à renforcer la capacité des travailleuse·eur·s de l'informel, tout comme celle de leurs organisations, à faire jouer la loi dans leur lutte pour sécuriser leurs moyens de subsistance et leurs droits du travail.



## Protection sociale

Du besoin d'accès à des protections sociales, rempart contre les risques qui pèsent sur leurs revenus, au besoin de s'adapter après un événement ou choc périlleux, ce programme a pour mission d'aider les travailleuse·eur·s de l'informel à jouir de ces droits.



## Organisation et représentation

Prêtant main-forte aux organisations des travailleuse·eur·s de l'informel, ce programme les amène à renforcer leur capacité d'organisation et de direction, à se mailler entre elles et à faire cause commune avec les alliés dans leur lutte pour améliorer les conditions de travail de leurs membres.



## Statistiques

Ce programme, mené en collaboration avec des organismes officiels de statistiques, des statisticien·ne·s et des organisations de travailleuse·eur·s de l'informel, prépare des statistiques officielles qui mettent en évidence l'ampleur et l'importance de l'économie informelle et la situation des personnes qui y travaillent. À travers sa participation aux débats de haut niveau, le programme promeut l'usage des définitions et des méthodes statistiques internationales officielles servant à mesurer l'économie informelle. Il a pour objet également d'intégrer la mesure de l'économie informelle dans les statistiques officielles à l'échelle nationale, régionale et internationale.



## Politiques urbaines

S'associant aux leaders des travailleuse·eur·s de l'informel, ainsi qu'à des décideuse·eur·s politiques et à des professionnel·le·s de la gestion urbaine, ce programme se met au service des citoyen·ne·s urbain·e·s démun·e·s en les aidant à s'assurer de meilleurs revenus, d'un lieu de vie et de travail mieux sécurisé et de la capacité de négocier des gains durables dans le cadre des politiques et pratiques urbaines.

# Soutien WIEGO aux travailleuses domestiques

## Pratima se présente

**Une travailleuse domestique qui s'est trouvée sans travail pendant trois mois, lors d'un isolement social obligatoire instauré à Delhi.**

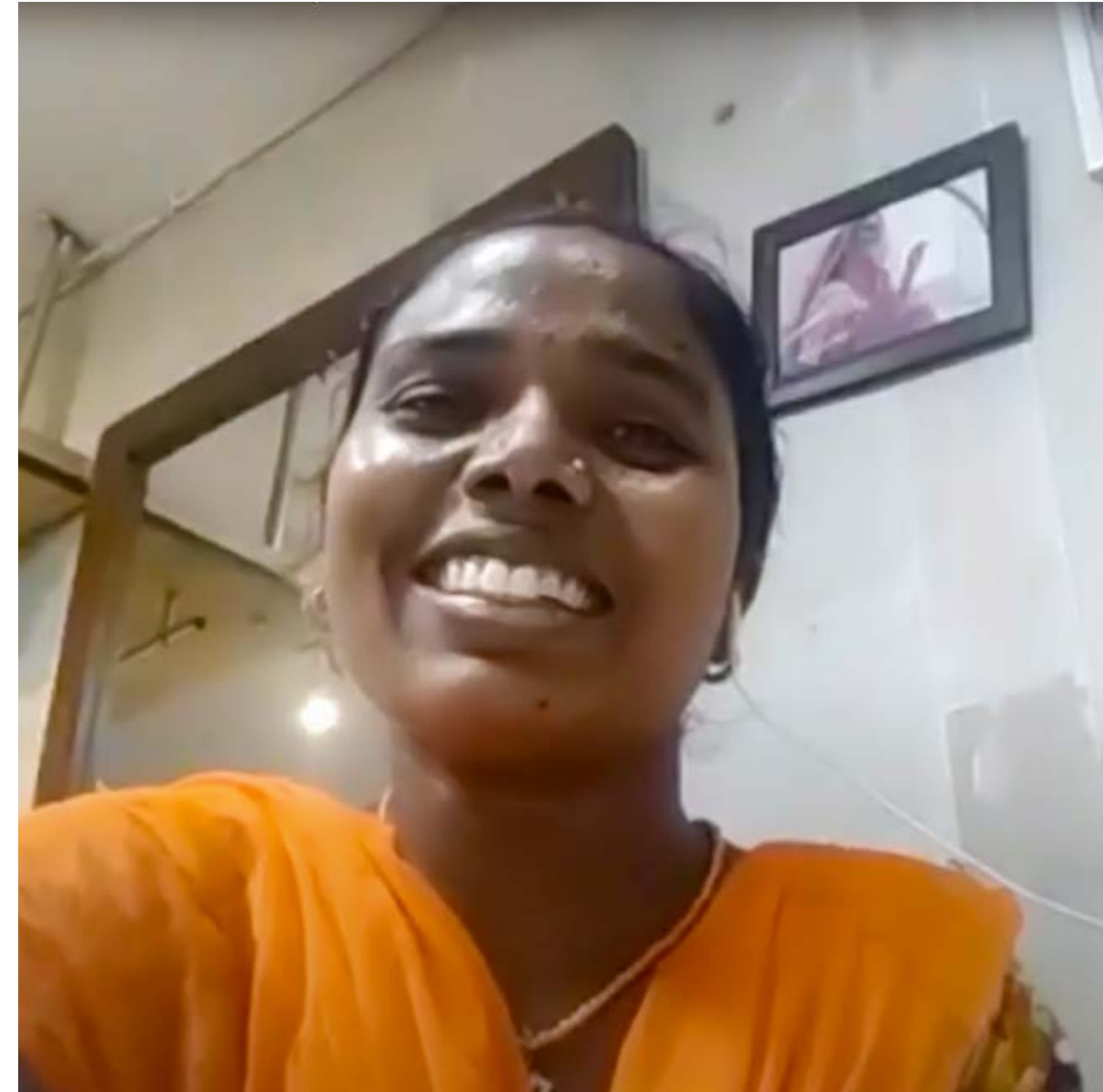
Pratima travaillait pour quatre ménages différents. À sa charge son fils, sa mère et son frère, qui habitent avec elle. Pendant trois mois, lors de l'isolement social obligatoire, Pratima s'est retrouvée sans emploi. Alors que deux familles ont continué de lui verser un salaire, une troisième ne lui a payé que la moitié du salaire d'avant la crise, et la quatrième a cessé tout paiement.

« Pendant ces mois-là, la vie était très difficile. Quoi que nous gagnions allait directement aux besoins de la maison, donc, lorsque l'isolement social a été imposé, nous n'avions aucune économie. »

Au mois de novembre, Pratima ne travaillait plus que dans deux ménages, au lieu des quatre où elle avait travaillé avant la pandémie.

« Quelques employeurs nous demandent de travailler en dehors de la maison ou d'aller au marché. Nous sommes à très haut risque d'infection sortant dans la rue. Nos mains et nos pieds nous démangent tout le temps à cause de toute la désinfection qu'il faut faire à chaque fois que nous rentrons dans une maison. »

Sa mère, travailleuse domestique elle-même, n'a pas encore pu reprendre son travail. Par conséquent le revenu du ménage a été réduit de moitié. Pour manger, l'[Association des femmes indépendantes \(SEWA\)](#) leur fournit une ration de base, comprenant de l'huile, des légumineuses, de la farine, du riz et des épices et achètent à crédit dans les commerces.



Pratima Das, une travailleuse domestique associée à SEWA Delhi.

Crédit : SEWA



# Programmes WIEGO : mode d'emploi en soutien aux travailleuses domestiques



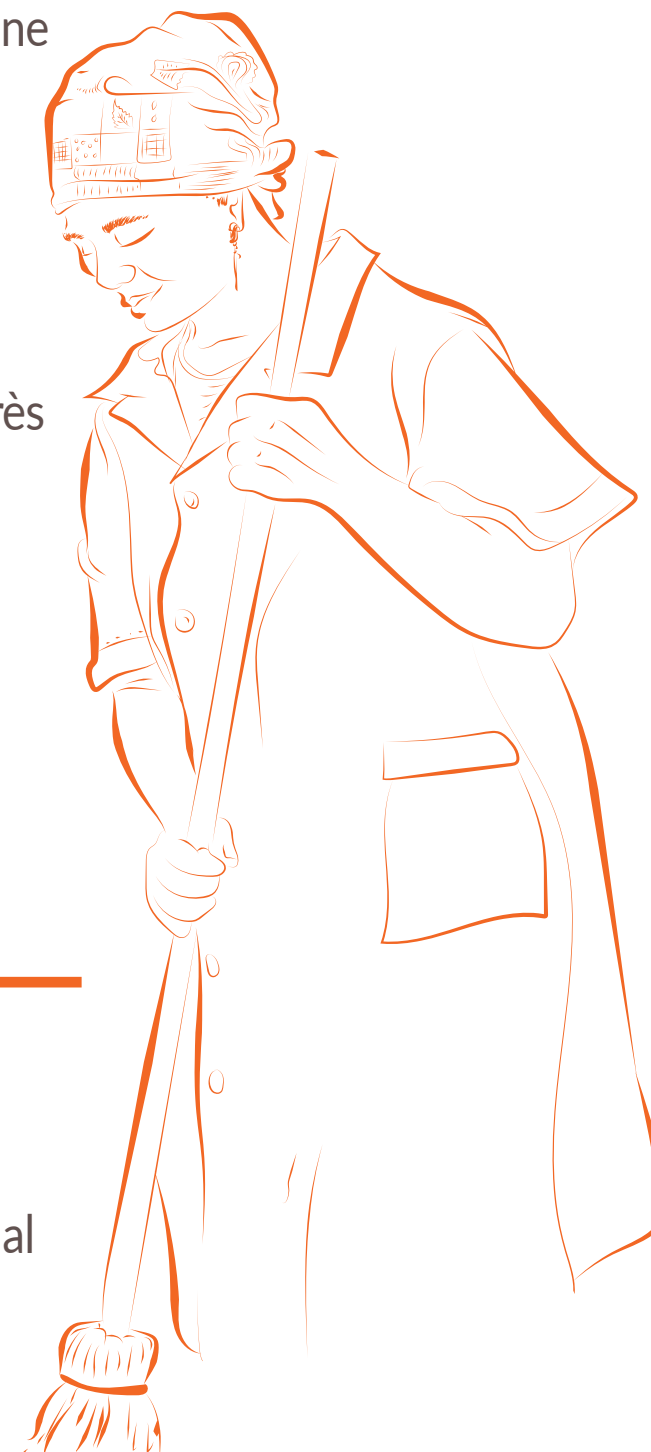
## Droit

Le programme de Droit œuvre à renforcer la capacité des réseaux régionaux et mondiaux des organisations de travailleuse·eur·s de l'informel, en fournissant une contribution technique destinée à assister leurs stratégies et leurs efforts de plaidoyer, notamment à l'égard des réponses à la COVID-19. De mars à novembre 2020, le programme a rassemblé, confronté et analysé les lois et les réglementations que 85 pays ont adoptées en réponse à la COVID-19, en mettant plus particulièrement l'accent sur les vendeuse·eur·s de rue et les travailleuses domestiques. Concernant ces dernières, l'analyse s'intéresse de près à plusieurs interrogations : Sont-elles reconnues en tant que travailleuses essentielles, et si oui comment ? Les pouvoirs publics, ont-ils protégé ces travailleuses contre les licenciements, et si oui comment ? Ont-ils mis en place des obligations en matière de santé et sécurité pour leurs employeuse·eur·s ? Les travailleuses domestiques sont-elles incluses dans l'assistance sociale, la protection sociale et les mesures de relance ?



## Protection sociale

WIEGO travaille sans interruption avec la FITD pour mieux faire connaître la protection sociale parmi ses affiliées. Le programme a levé des fonds pour concevoir, avec les membres de la FITD, une enquête sur la protection sociale. Par le biais de ce sondage, le programme a prêté main forte au Syndicat national des travailleuses domestiques au Bangladesh et son homologue dans l'État du Nagaland, en Inde, pour mieux réfléchir à leurs priorités en matière de protection sociale et pour comprendre les besoins de leurs affiliées.



## Organisation et représentation

WIEGO accompagne la Fédération mondiale des travailleuses domestiques (FITD) pour qu'elle devienne un partenaire pertinent à l'échelle européenne. En 2020, plusieurs fédérations européennes – l'EFFAT (des syndicats de l'alimentation, de l'agriculture et du tourisme), UNI-Europa et les organisations patronales EFFE (pour l'emploi familial et les soins à domicile) et EFSI (des services aux particuliers) – ont publié une déclaration commune sur la pandémie de la COVID-19 dans les services personnels et domestiques, suivie d'une deuxième déclaration demandant un accès prioritaire aux vaccins contre la COVID-19 pour les travailleuse·eur·s de soins à la personne. Pour la première fois, l'appui de la FITD a été explicitement reconnu.



## Statistiques

Les notes d'information statistique qu'élabore ce programme offrent des données statistiques sur tous les secteurs d'intervention de WIEGO, leur apportant ainsi une visibilité aux niveaux national et international. Deux nouvelles notes d'information contiennent des chiffres sur les travailleuse·eur·s de l'informel, y compris les travailleuses domestiques, en Inde, [des zones urbaines du pays et Delhi](#), et au Mexique, [des zones urbaines du pays et Mexico](#). Il s'agit d'outils essentiels pour la planification et le plaidoyer.



## Programme de politiques urbaines

Afin de décortiquer les contraintes et les injustices dévoilées par la COVID-19, ainsi que les possibilités de transformation au sein de notre système économique, le programme de Politiques urbaines héberge [l'étude sur la crise de la COVID-19](#), que pilote WIEGO. Main dans la main avec des organisations de travailleuse·eur·s, nous écoutons les expériences de travailleuse·eur·s de l'informel, y compris celles des travailleuses domestiques, habitant dans douze villes différentes. L'étude a révélé que, parmi ces dernières, les résidentes « externes » ont une probabilité plus importante d'être au chômage, alors que les travailleuses « logées » subissent une détérioration de leurs conditions de travail et d'emploi.



# Soutien WIEGO aux travailleuse·eur·s à domicile

## Chevonne se présente

Elle a encouragé d'autres travailleuse·eur·s de l'industrie du vêtement dans sa communauté au Cap, en Afrique du Sud, à chercher des emplois alternatifs pendant la pandémie.

Lorsque la pandémie de la COVID-19 a entraîné des restrictions, au début de l'année 2020, les commandes de vêtements se tarissant, les pouvoirs publics n'ont porté secours ni à Chevonne ni aux femmes de sa famille et de sa communauté qui faisaient de la couture avec elle.

« Huit semaines confinées chez nous se sont écoulées sans aucune commande. Nous sommes passées d'une charge de travail très lourde à ne rien avoir. Autour de nous, le silence. Ce n'était pas que dans ma famille, c'était nous toutes... assises en état de choc, n'ayant rien à faire. »

« Je me suis dit "Il faut faire quelque chose". J'ai donc fouillé dans de vieux placards et j'ai trouvé quelques sacs avec du matériel. J'ai ensuite appelé les filles, et leur ai dit "Venez et prenez tout ce dont vous avez besoin pour faire des jupes, des pyjamas, des masques". Elles auraient ainsi quelque chose à vendre - même pas cher - ou à donner à leurs enfants. Ça leur a un petit peu remonté le moral. »

Les travailleuse·eur·s à domicile dans l'industrie du vêtement sont le maillon le plus vulnérable et le plus exploité dans la chaîne d'approvisionnement, principalement du fait que leur rôle en tant que travailleuse·eur·s n'est pas reconnu. Même si elle voulait travailler, Chevonne a refusé deux commandes.

« Un homme m'a téléphoné en faisant une offre pour des masques à 1,50 rand [0,09 \$ US] la pièce, mais j'ai refusé. C'est de l'esclavage. Pas question. »



Lorsqu'elle travaille tard la nuit, Chevonne utilise sa machine à coudre dans une petite pièce chez elle.

Crédit : Bronwen Dachs Muller

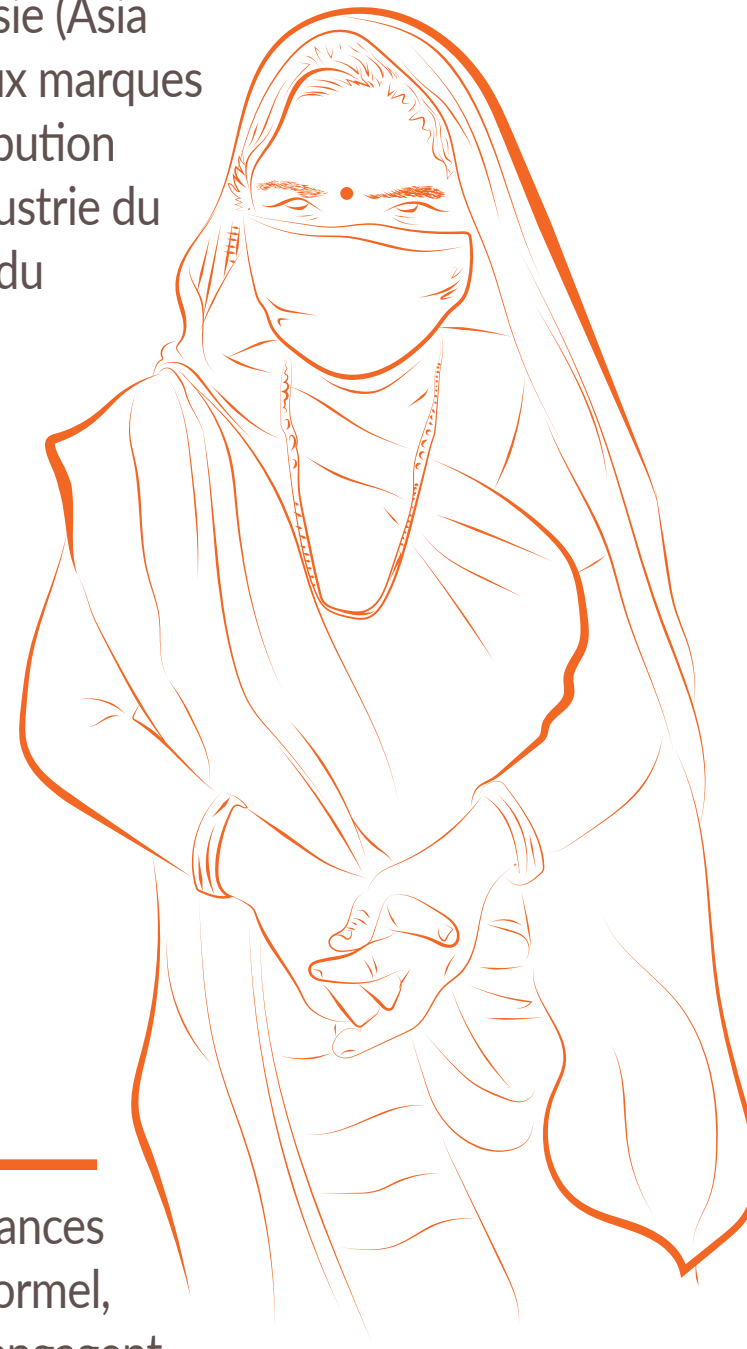


# Programmes WIEGO : mode d'emploi en soutien aux travailleuse·eur·s à domicile



## Droit

WIEGO a pour objet d'exercer une influence sur les organisations clé de la société civile qui, par leur action concertée auprès des marques et des processus de politiques publiques, intègrent dans leurs stratégies les travailleuse·eur·s à domicile. En 2020, conjointement avec les organisations de travailleuse·eur·s de l'informel et l'Alliance pour les salaires-planchers en Asie (Asia Floor Wage Alliance ou AFWA), le programme de Droit a lancé un appel aux marques mondiales pour étendre la « Supply-chain Relief Contribution », une contribution salariale unique d'aide à l'ensemble de travailleuse·eur·s à domicile de l'industrie du vêtement faisant partie de leurs chaînes d'approvisionnement. De la main du programme d'Organisation et représentation, il a également appuyé les organisations de travailleuse·eur·s à domicile en leur fournissant des informations. Celles-ci ont été utiles dans un processus législatif de l'UE qui s'est tenu pour la première fois, dont le but est de mettre en place une législation sur le devoir de diligence raisonnable, [contraignant les entreprises de l'UE à respecter et protéger l'environnement et les droits humains](#) des travailleuse·eur·s dans leurs chaînes d'approvisionnement. En conséquence, douze organisations de travailleuse·eur·s non-salarié·e·s dépendant·e·s à domicile, provenant de dix pays de l'Asie du Sud et du Sud-Est, ont élaboré et soumis une plateforme de revendications à la Commission européenne.



## Protection sociale

Le programme de Protection sociale a pour objet de renforcer les connaissances et les capacités stratégiques des organisations de travailleuse·eur·s de l'informel, notamment des femmes au sein de ces organisations, pour que celles-ci s'engagent et participent directement à la construction d'alliances en faveur de la protection sociale. La note d'information de WIEGO sur [la violence au travail](#), dirigée par l'équipe de protection sociale WIEGO, indique comment les travailleuse·eur·s de l'informel, y compris les travailleuse·eur·s à domicile, peuvent faire jouer la Convention (n° 190) de l'OIT, ainsi que sa Recommandation (n° 206) sur la violence et le harcèlement, pour attirer l'attention sur la violence domestique subie dans leurs foyers et sur leurs lieux de travail. Les ménages privés, dans lesquels les travailleuses domestiques et les travailleuse·eur·s à domicile opèrent, sont considérés comme des lieux de travail à haut risque, pour cause de l'isolement de ces travailleuse·eur·s.



## Organisation et représentation

La voix collective est essentielle à l'amélioration des revenus, des conditions de travail et du statut des travailleuse·eur·s de l'informel – surtout les femmes – dont les voix sont rarement entendues par les responsables des décisions, qui les concernent directement. Au travers des organisations de base (OB) démocratiques et solides, créées et pilotées par des travailleuse·eur·s, celles·ceux-ci gagnent en connaissances, compétences, confiance et solidarité pour changer cette situation. Cette année, par suite du soutien que le programme a fourni en matière d'organisation, HomeNet International et HomeNet Kenya ont été fondées.



## Statistiques

Les données par pays sur les travailleuse·eur·s à domicile ne sont pas généralement disponibles et WIEGO s'efforce depuis longtemps à y remédier. Cette année, le programme de Statistiques, en collaboration avec l'Organisation internationale du Travail et HomeNet International, a élaboré [la toute première note d'information statistique, comportant des estimations comparables entre pays sur les travailleuse·eur·s à domicile](#), par région du monde et par niveau de revenu du pays. Tout comme les notes d'information statistiques portant sur les travailleuse·eur·s à domicile au [Bangladesh](#), en [Inde](#) et au [Pakistan](#), la note a contribué au congrès fondateur de HomeNet International. Ce travail statistique a jeté les fondations pour susciter l'intérêt à des notes statistiques ultérieures, celles-ci programmées pour des pays dans d'autres régions, telles que l'Amérique latine et l'Afrique subsaharienne.



## Politiques urbaines

Afin de décortiquer les contraintes, les injustices et les possibilités de transformation au sein de notre système économique, dévoilées par la COVID-19, le programme de Politiques urbaines héberge [l'étude sur la crise de la COVID-19](#), que pilote WIEGO. Main dans la main avec des organisations de travailleuse·eur·s, nous écoutons les expériences des travailleuse·eur·s de l'informel dans douze villes différentes. HomeNet de l'Asie du Sud (HNSA) et HomeNet Thaïlande s'appuient sur le questionnaire de sondage de cette étude pour entreprendre une nouvelle étude, celle-ci sur les travailleuse·eur·s à domicile dans dix-sept villes supplémentaires, approfondissant ainsi notre connaissance des défis auxquels les travailleuse·eur·s font face pendant la pandémie.



# Soutien WIEGO aux vendeuse·eur·s de rue et commerçant·e·s de marché

## Christiana se présente

**Pendant la pandémie, ses responsabilités, liées à la garde d'enfants, ont augmenté, ce qui a nui à sa capacité à travailler dans le marché à Accra, au Ghana.**

Avec quatre enfants à sa garde, Christiana vend des vêtements d'occasion. Pendant l'isolement social obligatoire, elle ne pouvait pas aller au marché pour vendre aussi souvent qu'elle l'aurait souhaité, car les écoles étant fermées, ses enfants restaient à la maison.

*« Au début, je ne préparais à manger qu'une fois par jour car mes enfants mangeaient à l'école, mais maintenant, je dois les nourrir trois fois par jour.*

*En plus, je ne peux pas aller au marché tous les jours, car mes enfants sont à la maison et il faut que je m'occupe d'eux. »*

L'étude de WIEGO en douze villes montre que les travailleuses de l'informel qui déclarent avoir connu une augmentation dans leurs responsabilités en matière de soins – notamment faire la cuisine et le ménage, garder les enfants et porter soins aux personnes malades ou âgées – travaillent moins de jours par semaine et gagnent moins que les autres travailleuse·eur·s de l'informel. En particulier chez les vendeuse·eur·s de rue, les femmes font face à une augmentation du travail de soins considérablement plus élevée par rapport aux hommes.

À Accra, au Ghana, les vendeuses de rue, comme Christiana, traversent de rudes épreuves liées à la capacité de garder leurs enfants, et à assurer leurs moyens de subsistance. Il est probable que, pour subvenir aux besoins de leurs familles, les travailleuse·eur·s qui connaissent une augmentation des responsabilités de soins sont susceptibles d'emprunter de l'argent, tirer sur leurs économies ou vendre leurs biens. Au-delà de la perte immédiate de revenus, cette tendance indique un approfondissement de la pauvreté et des inégalités entre les genres dans les foyers comportant des personnes à charge ayant besoin d'assistance.



Christiana au travail sur le marché à Accra, au Ghana.

Crédit : WIEGO



# Programmes WIEGO : mode d'emploi en soutien aux vendeuse·eur·s de rue et commerçant·e·s de marché



## Droit

La pandémie a frappé l'économie du continent africain de plein fouet. Le programme de Droit a mené une analyse des lois concernant la COVID-19 en 41 pays anglophones, francophones et lusophones de l'Afrique à partir de la perspective du commerce informel. Le [document](#) comportant ces constatations examine les implications qui en découlent pour la continuité du travail des commerçant·e·s de l'informel ; il examine également les mesures prises pour prévenir la propagation de la COVID-19, ainsi que le dialogue social et l'engagement auprès des pouvoirs publics. Cette recherche sera utilisée pour fournir des formations en ligne et un renforcement des capacités pour les organisations de travailleuse·eur·s de l'informel ; elle est déjà à disposition d'un large éventail de parties intéressées. Le projet est mis en œuvre conjointement avec le programme de Protection sociale de WIEGO.



## Programme de protection sociale

Le programme a élaboré une série de notes d'information portant sur [les réponses de la protection sociale à la COVID-19](#), en s'appuyant sur la base de données de WIEGO au même sujet, et ceci, dans le but d'accompagner les mouvements des travailleuse·eur·s de l'informel dans leurs efforts de plaidoyer en faveur de l'extension de la protection sociale, en cette période de crise. Plusieurs bailleurs de fonds et organisations de travailleuse·eur·s de l'informel se sont servis de ces notes, y compris pour leurs efforts de plaidoyer. Par exemple, StreetNet International en a utilisé une pendant sa participation à la Plateforme Globale pour le Droit à la Ville, de même que l'une des notes de WIEGO a contribué à la très influente note de synthèse de l'OIT : Focus sur la protection sociale.



## Organisation et représentation

Dès le début de l'isolement social obligatoire mis en place en Afrique du Sud pour lutter contre la COVID-19 en mars 2020, les vendeuse·eur·s de rue n'ont plus eu le droit de se retrouver au travail, devenant très isolé·e·s les un·e·s des autres par la suite. WIEGO a donc aidé les vendeuse·eur·s de rue à organiser des réunions mensuelles en ligne dans les neuf provinces du pays. Ces réunions ont donné lieu à des interactions régulières, ainsi qu'à une coordination renforcée parmi les travailleuse·eur·s, leur permettant de suivre de près ce qui se passait dans les autres provinces.



## Statistiques

Notre note d'information sur la [Thaïlande urbaine](#), comportant des données sur l'ensemble de travailleuse·eur·s de l'informel, y compris les vendeuse·eur·s de rue et les commerçant·e·s de marché, a été prise par l'UDDC (le Centre d'urbanisme et développement) pour améliorer la planification urbaine, en tenant compte du nombre de vendeuse·eur·s de rue et, par la suite, convaincre le gouverneur de Bangkok (l'exécutif de l'administration métropolitaine) de les ramener sur les trottoirs. La note d'information a également servi à HomeNet Thaïlande pour demander de l'assistance auprès du bureau de la Commission nationale de santé (NHCO) afin de faciliter la formulation de politiques publiques, visant les vendeuse·eur·s de rue à Bangkok. Vu le grand nombre de personnes concernées, le NHCO a accepté d'en discuter avec d'autres parties prenantes, en se basant sur nos chiffres.



## Politiques urbaines

En juillet 2020, le Centre de ressources juridiques (Legal Resources Centre), en Afrique du Sud, s'est procuré les « Directives sanitaires de WIEGO pour les vendeuse·eur·s de rue » dans un procès pour garantir la réouverture des marchés au Cap. Les directives sanitaires ont contribué à démontrer que les commerçant·e·s avaient pris au sérieux les préoccupations en matière de santé, notamment celles liées à la COVID-19. L'affaire gagnée, la décision du juge a permis aux commerçant·e·s de reprendre leurs activités. Les directives ont été élaborées grâce à la collaboration des professeur·e·s de santé au travail, des expert·e·s en sécurité alimentaire, d'Asiye eTafuleni – une ONG qui soutient les commerçant·e·s de l'informel d'Afrique du Sud – et des leaders de commerçant·e·s.





# Soutien WIEGO aux récupératrice·eur·s de matériaux

## Jennifer, de Belo Horizonte, au Brésil, se présente

À 25 ans, elle a toujours été impliquée dans la gestion des déchets.

« Je suis une jeune femme noire et récupératrice de matériaux. Depuis l'âge de 16 ans, je travaille à ASCITO, une association de récupératrice·eur·s de matériaux située à Itabirito, un village dans la région métropolitaine de Belo Horizonte, au sud-est du Brésil. »

« Sous différentes formes, la gestion des déchets a toujours été présente dans ma vie. Quand j'étais petite, mes frères et moi avions l'habitude d'aller à la décharge de Ribeirão das Neves avec notre mère. On voulait l'aider dans son travail, car plus il y avait de mains, moindres étaient nos chances de mourir de faim. »

« À l'époque, l'ASCITO faisait déjà partie du Movimento Nacional dos Catadores de Materiais Recicláveis [Mouvement national des récupératrice·eur·s de matériaux ou MNCR] et, par conséquent, les récupératrice·eur·s participaient toujours aux débats et aux combats en faveur de notre cause. C'est à ce moment-là que je me suis rendu compte que je pouvais les aider, en contribuant à la représentation politique du groupe. Grâce aux liens que j'ai noués avec d'autres récupératrice·eur·s, j'ai gagné en autonomisation. »

Avec le soutien de WIEGO, le groupe "As Bonitas" - Les belles filles - a vu le jour. Bonitas fait référence à un slogan en portugais, selon lequel une belle femme est celle qui lutte [mulher bonita é mulher que luta]. Dès le début, WIEGO et As Bonitas ont organisé des ateliers pour discuter sur les questions de genre et, malgré les difficultés de la COVID-19, nous avons élaboré un plan d'action en matière de genre pour la période 2021-2023.



Jennifer.

Crédit : Lina Mintes



# Programmes WIEGO : mode d'emploi en soutien aux récupérateur·e·s de matériaux



## Droit

En juin 2020, le démantèlement soudain du site d'enfouissement de Kpone, à Accra, au Ghana, entamé sans aucune consultation, a stupéfié les centaines de récupérateur·e·s qui dépendent de leur travail sur le site pour survivre et nourrir leur familles. Par son action concertée auprès d'*Advocates for Community Alternatives* (« Défenseurs des alternatives communautaires »), le programme de Droit a aidé l'Association des récupérateur·e·s de Kpone à engager le dialogue avec la Banque mondiale sur le non-respect par le gouvernement des mesures de sauvegarde de la propre Banque – enjoignant une consultation et l'élaboration d'un plan pour rétablir les moyens de subsistance –. La Banque mondiale n'a finalement pas assumé la responsabilité de protéger les récupérateur·e·s, qui mènent actuellement des efforts de plaidoyer auprès des pouvoirs publics pour s'assurer des contrats de gestion des déchets, du financement et des infrastructures qui leur permettraient d'opérer, en tant que coopérative indépendante, dans la chaîne de valorisation des déchets.



## Protection sociale

Notre [podcast sur l'économie informelle et la protection sociale](#) est une source d'information accessible, qui vise à sensibiliser le public à la recherche et aux débats sur la protection sociale des travailleuse·eur·s de l'informel, y compris les récupérateur·e·s. Cette année, le podcast a traité de différentes thématiques, telles que le revenu de base universel, les besoins des travailleuse·eur·s âgé·e·s en matière de protection sociale et les répercussions de la pandémie sur les travailleuse·eur·s. Socialprotection.org – la principale plateforme en ligne pour la diffusion de ressources sur la protection sociale – a présenté le travail mené par WIEGO sur ce sujet à Lima, juste après que celui-ci ait été l'objet d'un épisode de notre podcast.



## Organisation et représentation

Le projet « [Réduire les déchets dans les villes côtières](#) » de WIEGO agit auprès des organisations de récupérateur·e·s pour les aider à prévenir la pollution des océans, en améliorant leur capacité à s'intégrer officiellement dans les systèmes de gestion des déchets solides de leurs villes. En septembre 2020, la ville de Mangaluru a émis des cartes d'identité professionnelles pour 156 récupérateur·e·s, à la suite du dénombrement mené dans le cadre du projet. De ce fait, l'État reconnaît clairement que les récupérateur·e·s font partie des infrastructures de gestion des déchets solides de la ville. Les cartes d'identité permettent aux travailleuse·eur·s de bénéficier de certaines prestations de protection sociale, notamment l'assurance maladie, et d'ouvrir un compte bancaire.



## Statistiques

Les statistiques nationales et internationales sont particulièrement pauvres en données sur les récupérateur·e·s, par rapport aux autres groupes de travailleuse·eur·s de l'informel. Sur fond de ce constat, WIEGO a élaboré des notes d'information statistique sur l'ensemble de travailleuse·eur·s de l'informel, y compris les récupérateur·e·s, en Inde, [des zones urbaines du pays et Delhi](#), et au Mexique, [des zones urbaines du pays et Mexico](#). Ce travail permet de dresser des tableaux systématiques sur ces travailleuse·eur·s et souligne l'importance de la collecte continue de données.



## Politiques urbaines

Le programme de Politiques urbaines soutient les efforts des travailleuse·eur·s de l'informel visant à transformer les systèmes urbains, notamment à travers une amélioration de la visibilité des récupérateur·e·s dans les débats d'importance. Marli Beraldo, une récupératrice dirigeante de l'association *Acamares* dans l'État de Minas Gerais, au Brésil, a participé à un webinar sur l'impact de la COVID-19, animé par la Fondation nationale pour la santé au Brésil. Elle a partagé les répercussions sanitaires et économiques ressenties par les récupérateur·e·s pendant la pandémie. L'invitation est le résultat de l'interaction continue avec la fondation sur le [travail au sujet de la COVID-19](#).



# Soutien de l'équipe Villes focales de WIEGO aux travailleuse·eur·s de l'informel

L'approche des Villes focales de WIEGO soutient les organisations de travailleuse·eur·s de l'informel, de sorte qu'elles puissent s'engager auprès des agents de l'État et s'assurer des lois et des réglementations plus inclusives, de meilleurs services urbains et d'une voix dans les processus de planification urbaine et d'élaboration des politiques. Elle est axée sur cinq villes : Accra (Ghana), Dakar (Sénégal), Delhi (Inde), Lima (Pérou) et Mexico (Mexique).

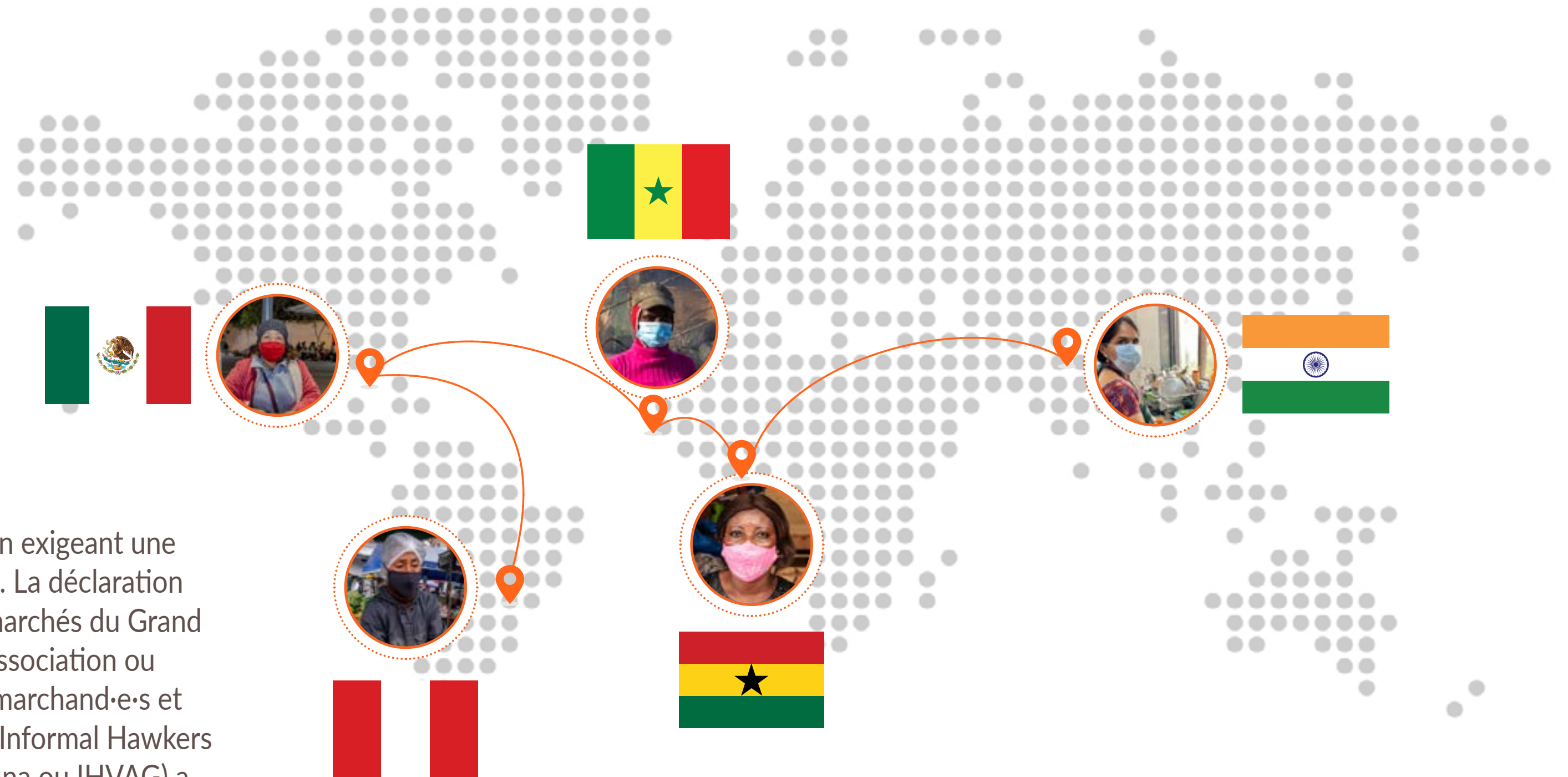


## Accra, Ghana

L'équipe collabore avec les **commerçant·e·s de marché, les vendeuse·eur·s de rue, les récupératrice·eur·s de matériaux et les kayayei/ porteuses de marché.**

Après un incendie dans un centre commercial, WIEGO est allée à la rencontre des leaders de travailleuse·eur·s pour se renseigner sur l'ampleur des conséquences que l'incident avait eu sur les commerçant·e·s de l'informel et pour leur porter

soutien à travers une déclaration exigeant une réponse de la part des autorités. La déclaration conjointe de l'Association des marchés du Grand Accra (Greater Accra Markets Association ou GAMA) et de l'Association des marchand·e·s et vendeuse·eur·s de rue du pays (Informal Hawkers and Vendors Association of Ghana ou IHVAG) a fait l'objet d'une large couverture médiatique : une opportunité que les travailleuse·eur·s ont prise pour réitérer l'exigence de travailler dans un environnement de travail sûr et sécurisé. À la suite de la déclaration, le Conseil national de petites industries (NBSSI) a convenu d'augmenter le nombre de bénéficiaires ayant le droit d'accéder au programme de lutte contre la COVID-19 – bien que le soutien ait demeuré limité –.





### Dakar, Sénégal

L'équipe collabore avec les **travailleuse·eur·s à domicile, les vendeuse·eur·s de rue et de marché, les récupérateur·eur·s de matériaux, les conducteur·eur·s de taxi, les blanchisseuses, les menuisier·er·s et les travailleuse·eur·s de la construction.**

WIEGO œuvre à la sécurisation des moyens de subsistance des récupérateur·eur·s dans le processus de la fermeture éventuelle de la décharge de Mbeubeuss. En partenariat avec des alliés stratégiques, WIEGO s'efforce de renforcer la capacité de Bokk Diom – l'association des récupérateur·eur·s à Mbeubeuss – dans la défense des droits et des intérêts de leurs membres en tant que travailleuse·eur·s. Actuellement, les leaders de Bokk Diom tiennent les autorités responsables de la protection de leurs moyens de subsistance et, en même temps, exigent leur intégration au projet. Bokk Diom a entamé, en mars 2021, un processus pour former un syndicat et, conjointement avec l'Organisation internationale du Travail et WIEGO, a également élaboré deux études de faisabilité pour la création d'une coopérative, en identifiant les opportunités de participation de ces travailleuse·eur·s dans la chaîne de gestion des déchets.



### Delhi, Inde

L'équipe collabore avec les **travailleuses domestiques, les travailleuse·eur·s à domicile, les vendeuse·eur·s de rue et les récupérateur·eur·s de matériaux.**

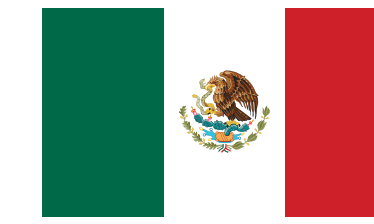
À Delhi, WIEGO s'est jointe à une coalition d'alliés très variés qui ont mené la [campagne Main Bhi Dilli \(« Moi aussi, je suis Delhi »\)](#) pour plaider en faveur d'une démarche plus participative et inclusive du prochain plan directeur de Delhi, qui donne le ton pour le développement de la ville dans les vingt années à venir. À la suite de ces efforts de plaidoyer de la campagne, l'autorité locale a lancé une consultation publique, la plus inclusive à ce jour, admettant pour la première fois les apports des citoyen·ne·s sur le plan directeur, avant la diffusion d'un projet plutôt qu'après.



### Lima, Pérou

L'équipe collabore avec les **travailleuses domestiques, les travailleuse·eur·s à domicile, les vendeuse·eur·s de rue, les récupérateur·eur·s de matériaux, les « canillitas » ou vendeuse·eur·s de journaux et les porteur·eur·s de marché.**

En raison des restrictions imposées au Pérou pour lutter contre la COVID-19, parmi les plus strictes et les plus longues au monde, les travailleuse·eur·s de l'informel ont été empêché·e·s de se rendre au travail pendant près de quatre mois. L'équipe de Lima a travaillé en étroite collaboration avec les organisations de base, les agents de l'État et les médias pour plaider en faveur de subventions en espèces à destination des travailleuse·eur·s indépendant·e·s. Au début de la pandémie, le gouvernement national a accordé une aide en espèces aux ménages classés comme « démunis » ou « extrêmement démunis », mais les données de recensement urbain n'étant pas à jour, la plupart de travailleuse·eur·s de l'informel n'ont touché aucune aide. Quelques semaines après le début du plaidoyer par WIEGO, une subvention en espèces pour les travailleuse·eur·s indépendant·e·s a été approuvée et a amélioré la portée des subventions pour beaucoup de travailleuse·eur·s de l'informel.



### Mexico, Mexique

L'équipe collabore avec les **travailleuses domestiques, les vendeuse·eur·s de rue, les récupérateur·eur·s de matériaux et les travailleuse·eur·s non-salarié·e·s**, notamment les mariachis, les vendeuse·eur·s de café, les cireuse·eur·s de chaussures et les « organilleros » ou organistes de barbarie.

Grâce à une campagne appelée « Los Rifados de la Basura » (*Les champions des ordures*), lancée par WIEGO au mois d'avril 2020, les récupérateur·eur·s ont attiré l'attention sur leurs conditions de travail, en utilisant les médias pour gagner en visibilité et en reconnaissance auprès des agents de l'État et du public. Juste après le début de la campagne, la Commission de droits humains de Mexico a publié un communiqué de presse, incorporant deux exigences centrales de la campagne de WIEGO, exhortant les pouvoirs publics de Mexico à protéger les récupérateur·eur·s contre les hauts risques d'infection rencontrés pendant la crise de la COVID-19.



# Un meilleur accès à notre travail

WIEGO s'attache à mettre ses recherches à disposition dans des **formats accessibles** et à les diffuser sur différents canaux dans **une large gamme** de langues afin de contribuer à la construction d'un environnement inclusif, dans lequel les travailleuse·eur·s peuvent utiliser nos matériels pour façonner leurs efforts de plaidoyer. Au cours de l'année passée, notre accessibilité s'est améliorée grâce à un **site web trilingue**, des messages de plus en plus visuels dans les réseaux sociaux, et une diffusion médiatique menée par **un service de presse dédié**.

Ces stratégies ont été utilisées, par exemple, pour diffuser [l'étude de WIEGO en 12 villes](#), menée en collaboration avec des organisations de travailleuse·eur·s de l'informel, qui évalue l'impact de la COVID-19 sur des groupes de travail spécifiques de travailleuse·eur·s et leurs ménages. Les publications et les résultats issus de l'étude ont été largement partagés par les organisations internationales multilatérales et par les bailleurs de fonds, ainsi que par les travailleuse·eur·s qui s'en servent dans leur plaidoyer en faveur de meilleurs droits et conditions de travail pendant la pandémie.

Rien qu'au Pérou, les résultats de l'étude ont été présentés dans 80 reportages et interviews. De plus, suite à une recommandation de l'étude, les ministères de Travail et de Production du pays ont décidé de donner accès à des petits crédits aux travailleuse·eur·s de l'informel. De même, après un débat parlementaire ouvert au public sur le climat, où les résultats de l'étude ont été présentés, l'exécutif municipal de Lima a désigné les récupératrice·eur·s de l'informel comme travailleuse·eur·s essentiel·le·s. D'ailleurs, la publication phare de l'OIT en ligne – la Revue internationale du Travail – a accepté de publier deux articles élaborés par WIEGO traitant des conclusions de l'étude. Enfin, plusieurs chaînes de diffusion d'informations à travers le monde ont couvert les répercussions de la crise sur les travailleuse·eur·s de l'informel, et ceci, après avoir reçu un communiqué de presse de la part de WIEGO.

Le programme de Droit a commandé l'élaboration de **matériaux attrayants** sur les droits de la personne, à l'intention des récupératrice·eur·s. L'objectif est double : d'une part, améliorer les conditions de travail de récupératrice·eur·s grâce à une démarche axée sur les droits humains et, d'autre part, garantir le droit au travail aux travailleuse·eur·s de l'informel. Les [matériels](#) (uniquement en espagnol) comprennent une bande dessinée, un jeu de l'échelle et un guide sur les droits des récupératrice·eur·s.

**Ancrée dans un partenariat avec des bailleurs de fonds** et de grandes organisations internationales, la diffusion de notre travail est rendue plus accessible pour un public plus large, augmentant ainsi sa portée. En partenariat avec la Fondation Ford et UNU-WIDER, WIEGO a co-animé [un évènement en ligne](#) pour célébrer le livre [The Informal Economy Revisited: Examining the Past, Envisioning the Future](#) [L'économie informelle revisitée : Examiner le passé, envisager l'avenir] et pour attirer l'attention sur l'avenir de l'emploi informel. Composé de 34 chapitres à libre accès, ce livre réunit des chercheuse·eur·s de premier rang, provenant de tous horizons universitaires, et a pour objectif d'étudier les récents changements de concept, les résultats des recherches et les débats sur l'économie informelle en matière de politiques publiques. Marty Chen et Françoise Carré étant les rédactrices en chef, ce volume représente le point d'orgue des vingt premières années de travail pionnier de WIEGO sur l'économie informelle ; un domaine autour duquel le livre, dans l'ensemble, fait appel à un changement de paradigme dans la théorie et la recherche, ainsi que dans les politiques, la législation et les règlements.

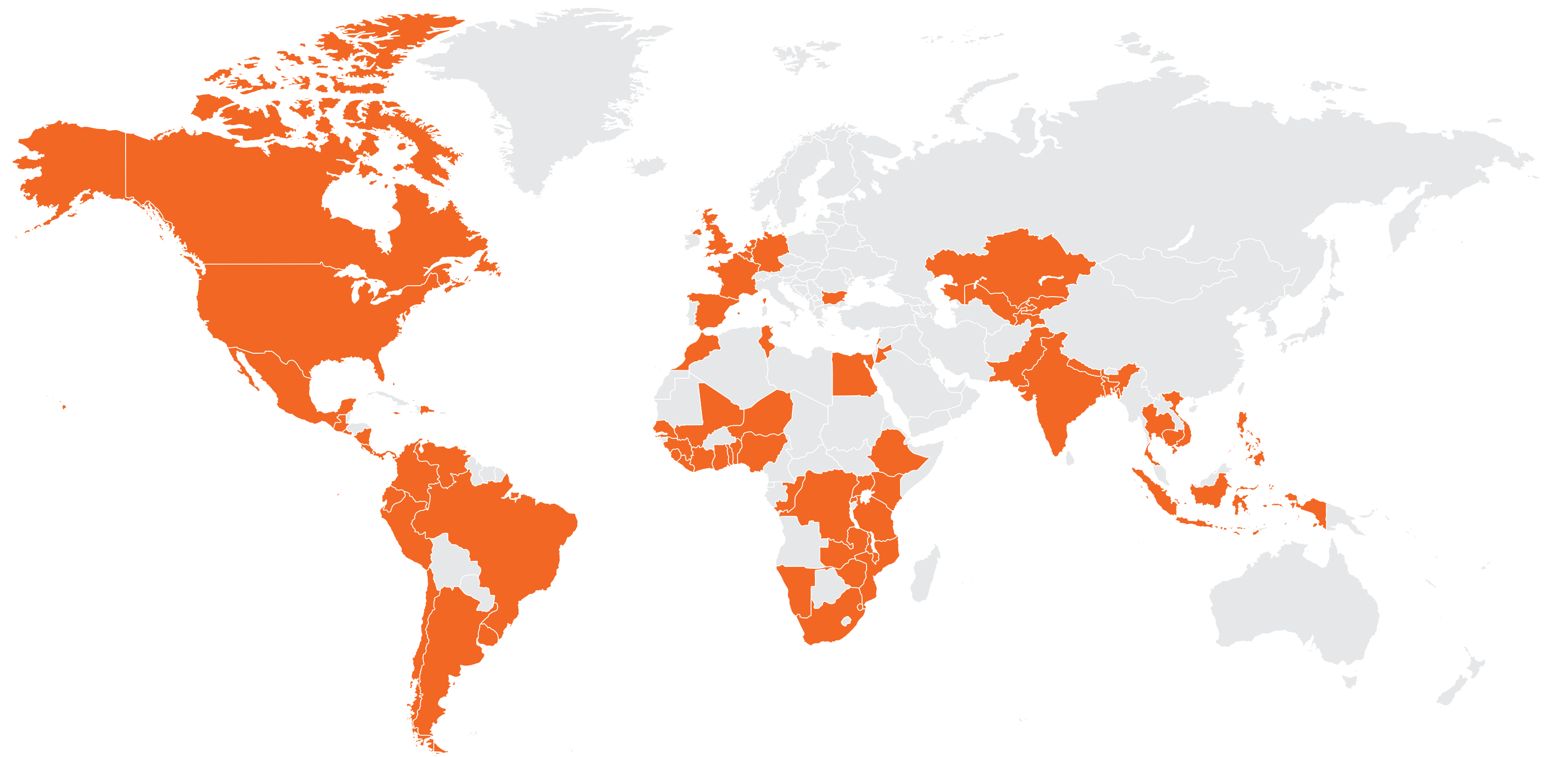
Assurée par notre équipe de communication, **une disponibilité accrue, concernant les traductions et les interprétations**, facilite l'accès d'un public plus large aux formations et aux ateliers et, en même temps, **améliore la représentation** de nos groupes de membres y compris dans les campagnes mondiales, comme la Campagne de 16 jours d'activisme soutenant la ratification de la Convention 190 de l'OIT axée sur les femmes dans l'emploi informel, qui a pour objet d'éliminer toute forme de violence fondée sur le genre.

Pour la Journée internationale des femmes, WIEGO a [amplifié les voix des dirigeantes](#) – grâce aux traductions, selon leurs propres mots – dont les organisations se sont mobilisées pour porter secours lorsque les pouvoirs publics ont échoué à en faire assez pendant la pandémie de la COVID-19.



# Présence active de WIEGO en 2020-2021\*

- Afrique du Sud
- Allemagne
- Argentine
- Bangladesh
- Brésil
- Bulgarie
- Cambodge
- Canada
- Chili
- Colombie
- Congo
- Côte d'Ivoire
- El Salvador
- Équateur
- Espagne
- États-Unis
- Éthiopie
- France
- Ghana
- Guatemala
- Guinée
- Inde
- Indonésie
- Jamaïque
- Jordanie
- Kenya
- Laos
- Liban
- Libéria
- Malawi
- Mali
- Maroc
- Mexique
- Mozambique
- Namibie
- Népal
- Nicaragua
- Niger
- Nigéria
- Ouganda
- Pakistan
- Panama
- Pays-Bas
- Pérou
- Philippines
- République démocratique du Congo
- République dominicaine
- Royaume-Uni
- Sénégal
- Sierra Leone
- Swaziland
- Tanzanie
- Thaïlande
- Togo
- Tunisie
- Uruguay
- Venezuela
- Viêt Nam
- Zambie
- Zimbabwe



\* Les pays où WIEGO compte des membres de l'équipe ou des partenaires clé sont inclus.



# Les chiffres de l'année écoulée

## Rapport financier : exercice clos le 31 mars 2021

### Sommaire

Le total des ressources entrantes de WIEGO pour l'année, soit l'exercice financier clos le 31 mars 2021, s'est élevé à 11,5 M\$ US. Ce montant est à comparer à celui de 5,4 M\$ US de l'année précédente.

Les dépenses totales pour l'année se sont chiffrées à 7,2 M\$ US, contre 7 M\$ US l'exercice précédent.

Les comptes financiers statutaires complets, au sujet desquels les commissaires aux comptes Crowe U.K. LLP ont donné avis sans réserve, ont été approuvés par les membres du Conseil d'administration le 4 août 2021. Les chiffres ici indiqués sont relevés des informations de l'administration. Ces relevés peuvent ne pas contenir d'informations suffisantes pour permettre une appréciation complète de la situation financière de la société.

Les commissaires aux comptes ont confirmé au Conseil d'administration que les chiffres indiqués pour 2020-2021, tirés des informations de l'administration, sont en cohérence avec les états financiers statutaires de l'exercice clos le 31 mars 2021.

Pour de plus amples renseignements, il faudrait consulter les comptes statutaires complets conjointement avec le Rapport des commissaires aux comptes et le Rapport des administrateurs, tous disponibles auprès du secrétariat de la société, au siège social de WIEGO à Manchester, au Royaume-Uni.

BILAN	2020-21	2019-20
	USD \$000	USD \$000
<b>ACTIFS ACTUELS</b>		
Montants à recevoir	161	267
Avoirs en banque	6,862	2,358
<b>TOTAL DES ACTIFS ACTUELS</b>	<b>7,023</b>	<b>2,625</b>
<b>CRÉANCIERS</b>		
Montants à payer	-690	-636
<b>ACTIFS NETS</b>	<b>6,333</b>	<b>1,989</b>
<b>FONDS</b>		
Fonds restreints	2,999	705
Fonds non affectés	3,334	1,284
	<b>6,333</b>	<b>1,989</b>

Source : Relevé de comptes statutaires



## Gouvernance financière

Le Comité des finances du Conseil directeur de WIEGO contrôle les budgets et les rapports portant sur l'ensemble des fonds et des comptes appartenant à WIEGO. Les contrôles budgétaires et financiers sont examinés en permanence afin de réduire les risques de sous-utilisation des fonds ou d'excès de dépenses, de même que d'atténuer l'effet d'une baisse des recettes au cours d'un exercice donné. Ces risques sont encore atténués par la constitution de réserves désignées qui s'élèvent actuellement à 290 000 \$ US. Le Comité des finances s'en remet au Conseil directeur de WIEGO en ce qui a trait aux décisions finales sur les budgets et la gestion des risques.

## Recettes et dépenses

Ce rapport regroupe les recettes perçues et les dépenses encourues via nos comptes au Royaume-Uni ; il reflète les résultats globaux de l'organisation.

## Sources des fonds 2020-21

Nous sommes très honoré·e·s du nombre de bailleurs de fonds dont la générosité à l'égard de WIEGO nous aide à poursuivre nos efforts, qui visent à autonomiser les travailleuse·eur·s de l'informel et à sécuriser leurs moyens de subsistance dans le monde entier.

Nous tenons à remercier les organisations, les fondations et les gouvernements pour leur soutien généreux qui a permis de financer les programmes et projets de WIEGO.

SOURCES DES FONDS	2020-21	2019-20
	USD \$000	USD \$000
Fondation William et Flora Hewlett	5,970	995
Agence suédoise pour le développement international (Sida)	2,732	2,875
Fondations Open Society	1,418	697
Centre de recherches pour le développement international (CRDI), Canada	362	-
Fondation Ford	354	-
Comic Relief	127	137
[Opportunités de travail du Département du développement international (DFID) pour les femmes]	120	184
Fonds Philanthropique Wellspring	100	-
ONU Femmes	44	-
Cities Alliance	27	30
FES : Friedrich Ebert Stiftung	24	-
OIT	20	14
Echidna Giving	-	150
FMO : Banque néerlandaise pour le développement de l'entrepreneuriat	-	42
Autres sources	246	292
<b>TOTAL FUNDING</b>	<b>11,544</b>	<b>5,416</b>

Source : Relevé de comptes statutaires





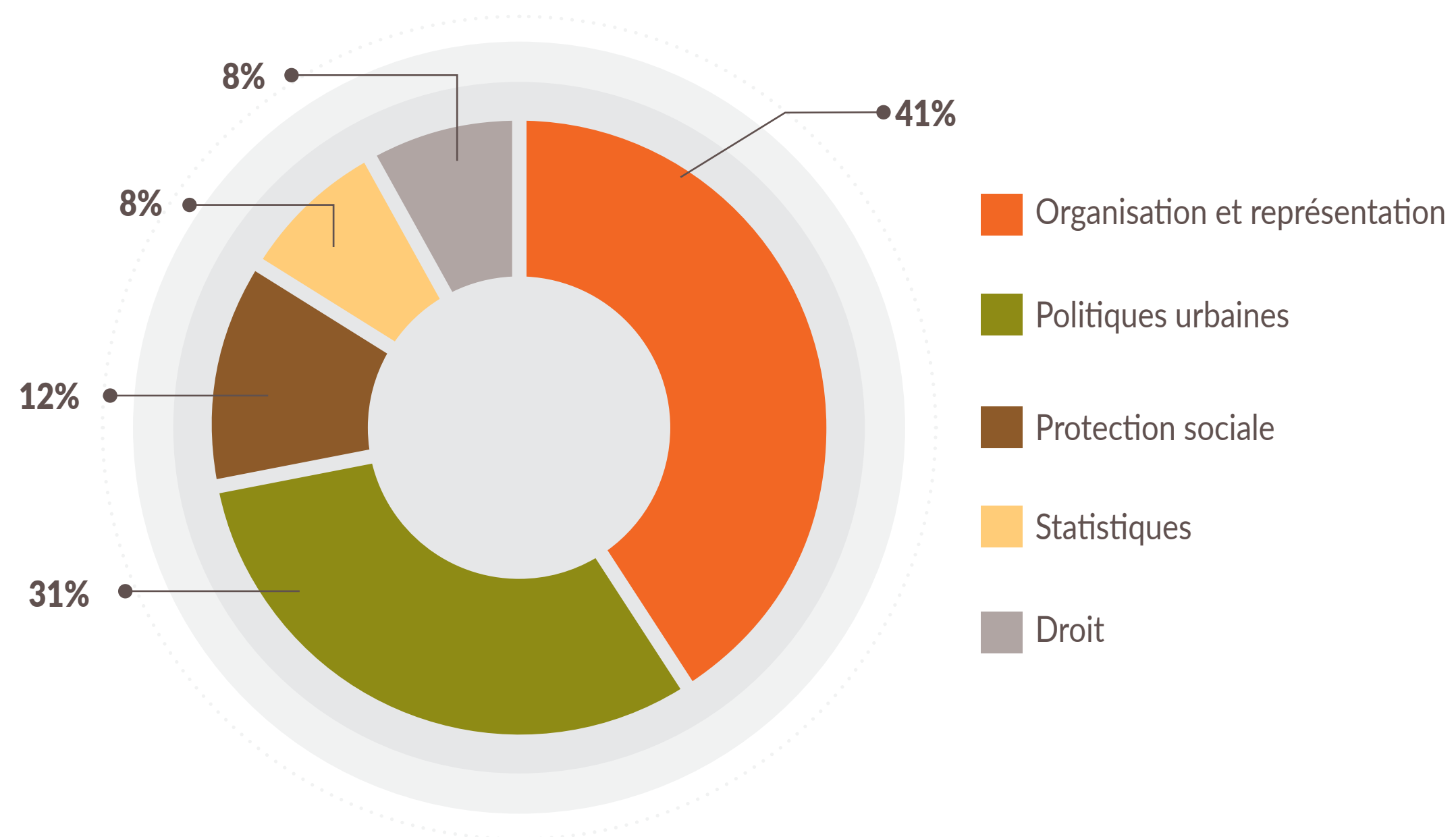
## Affectation des fonds 2020-2021

Les graphiques ci-dessous résument les dépenses affectées aux principales catégories d'activité de l'organisation et la ventilation par programme de base.

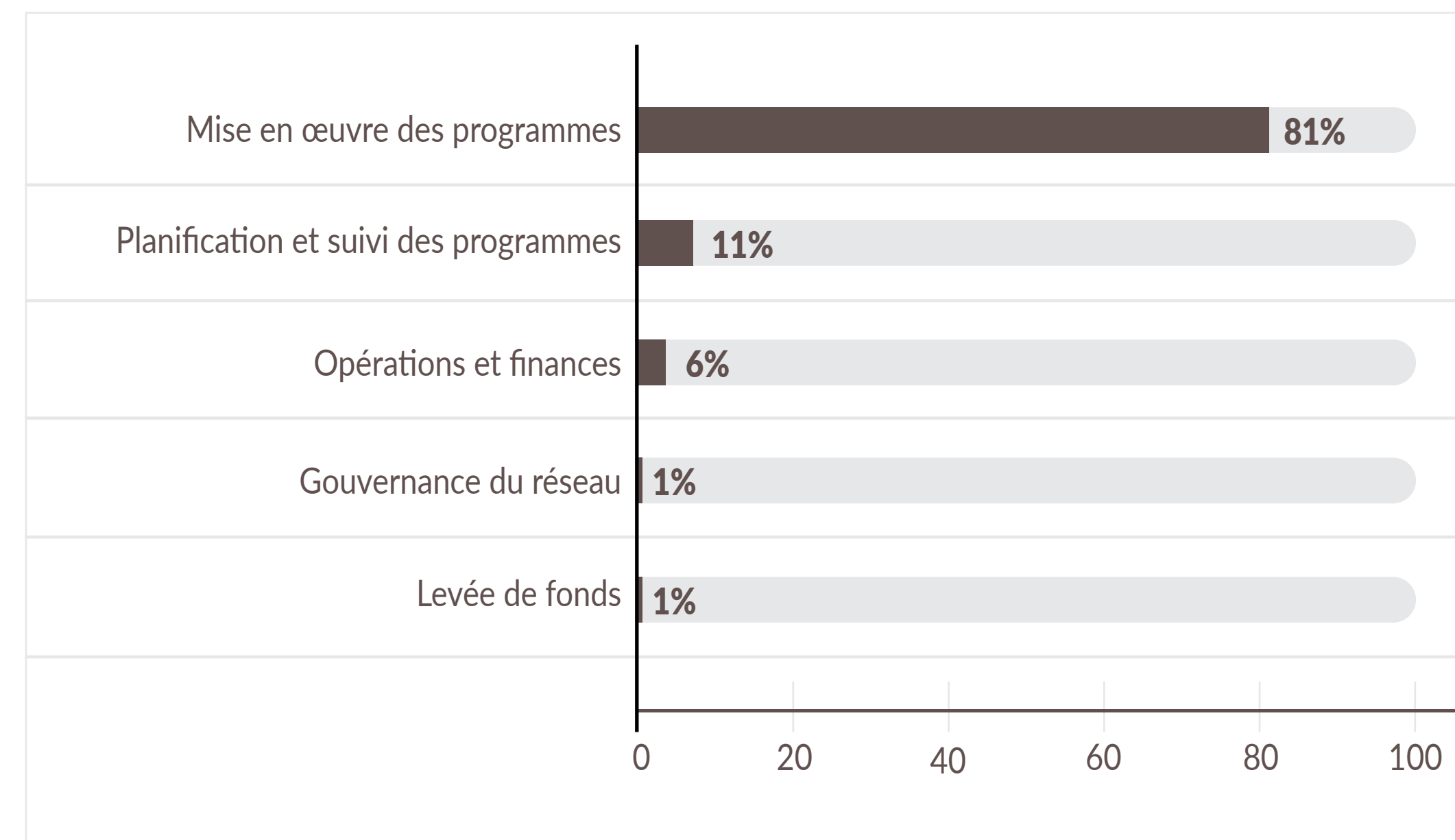
La stratégie de WIEGO est conçue de manière à s'assurer que le maximum possible de ressources est directement consacré aux programmes, et ce, dans le but d'améliorer qualitativement le soutien apporté à la recherche, aux efforts de plaidoyer politique et au renforcement des capacités.

Les dépenses au titre du programme de Politiques urbaines englobent celles voulues par les travaux du programme Villes Focales de WIEGO .

### Total Spend by Programme



### Dépenses totales par catégories 2020-21



# Publications et ressources

## Publications évaluées par des pairs

Chaque année, les chercheur·e·s de WIEGO apportent une contribution importante à de multiples articles de revues universitaires. Pour une liste détaillée de volumes édités, chapitres de livre, articles de journaux et documents de travail évalués par des pairs, consultez [notre site web](#).

☞ Chen, Martha et Françoise Carré. 2020. *The Informal Economy Revisited: Reflections on Academic and Policy Debates* [L'économie informelle revisitée : réflexions autour des débats universitaires et politiques]. Routledge : Londres.

## Série de publications de WIEGO

**Les documents de travail** présentent des recherches qui apportent une contribution empirique ou théorique aux connaissances existantes sur l'économie informelle. Tous les documents de travail de WIEGO sont révisés par l'équipe de recherche de WIEGO et/ou des expert·e·s externes dans la matière.

☞ Chen, Martha, Erofil Grapsa, Ghida Ismail, Mike Rogan, Marcela Valdivia, Laura Alfes, Jenna Harvey, Ana Carolina Ogando, Sarah Orleans Reed et Sally Roeber. 2021. *COVID-19 and Informal Work: Distinct Pathways of Impact and Recovery in 11 Cities Around the World* [La COVID-19 et l'emploi informel : des voies distinctes de l'impact et de la reprise dans 11 villes du monde entier]. [Document de travail de WIEGO n° 42](#)

**Les notes d'information** ont pour objet de fournir des documents faciles à utiliser pour les personnes impliquées dans le plaidoyer, la politique et la recherche sur l'économie informelle.

### Notes d'information sur des politiques :

☞ Skinner, Caroline, Jane Barrett, Laura Alfes et Michael Rogan. 2021. *Informal Work in South Africa and COVID-19: Gendered Impacts and Priority Interventions* [L'emploi informel en Afrique du Sud et la COVID-19 : des impacts différenciés selon le genre et des interventions prioritaires]. [Note d'information sur des politiques de WIEGO \(Protection Sociale\) n° 22](#)

☞ **Éléments saillants**

### Notes d'information statistique :

☞ Bonnet, Florence, Françoise Carré, Martha Chen et Joann Vanek. 2021. *Home-based Workers in the World: A Statistical Profile* [Travailleuse·eur·s à domicile dans le monde : un profil statistique]. [Note d'information statistique de WIEGO n° 27](#)

### Réflexions sur le droit et l'informalité :

☞ Bamu, Pamhidzai. 2020. *The Impact of COVID-19 Laws on Informal Workers: A Review of 51 Countries* [L'impact des lois adoptées dans le cadre de la COVID-19 sur les travailleuse·eur·s de l'informel : Une analyse de 51 pays]. [Réflexions sur le droit et l'informalité n° 2](#)

**La vie des travailleuse·eur·s** utilise des profils descriptifs de travailleuse·eur·s individuel·le·s pour explorer l'emploi informel.

☞ Dachs Muller, Bronwen. 2020. *Hungry: A Migrant Domestic Worker in Cape Town, South Africa* [Affamée : une travailleuse domestique au Cap, en Afrique du Sud]. [La vie des travailleuse·eur·s de WIEGO n° 10](#)

**Les documents de référence** comprennent des analyses documentaires produites par WIEGO, des bibliographies annotées et des articles reflétant les résultats de nouveaux travaux empiriques. Ils viennent fournir des détails pour soutenir la défense des intérêts, la politique ou la recherche sur des questions spécifiques.

☞ Thomas, Brittany A., Sonia M. Dias, Cynthia Deng, Mariana Pereira Guimarães. 2021. *Ecosystem of Waste: The Role of Waste Pickers and Street Vendors in Curbing Coastal Pollution at Carnival in Salvador da Bahia, Brazil* [L'écosystème des déchets : le rôle des récupératrice·eur·s et des vendeuse·eur·s de rue dans la lutte contre la pollution côtière pendant le Carnaval à Salvador da Bahia, au Brésil]. [Document de référence de WIEGO n° 18](#)

## Catalogue des publications de WIEGO



### [Catalogue des publications de WIEGO](#)

Ce catalogue est un guide complet de nos nouveautés.



## Les réponses de la protection sociale à la COVID-19

WIEGO a élaboré [une série de notes d'information](#) portant sur les réponses de la protection sociale à la pandémie de la COVID-19. Les notes ont pour objet de soutenir les mouvements dans leurs efforts de plaider en faveur de la protection sociale des travailleuse·eur·s de l'informel.

👉 Devenish, Annie et Cyrus Afshar. 2020. Numéro 1. [Government grants and cash transfers to informal workers](#) [Subventions publiques et transferts de fonds aux travailleuse·eur·s de l'informel]

### Notre Podcast sur l'économie informelle : protection sociale

Source d'information accessible, [le podcast](#) sensibilise le public à la recherche et aux débats sur la protection sociale des travailleuse·eur·s de l'informel.

👉 [Épisode n° 16](#) : Les défis pour protéger les moyens de subsistance des travailleuse·eur·s de l'informel au Pérou et au Mexique

## Outils à l'usage des organisations de base

### Directives sanitaires de WIEGO pour les travailleuse·eur·s pendant la pandémie de la COVID-19:

Les chercheuse·eur·s de WIEGO ont travaillé en collaboration avec des professionnel·elle·s de la santé et des organisations de travailleuse·eur·s pour élaborer des documents à l'intention des [récupératrice·eur·s de matériaux](#), les [commerçant·e·s de l'informel](#) et les [travailleuses domestiques](#).

### Matériel de plaidoyer:

[Matériel de plaidoyer](#) pour les travailleuse·eur·s à domicile, les travailleuses domestiques, les vendeuse·eur·s de rue et les récupératrice·eur·s de matériaux.

### Livre électronique:

👉 Moussié, Rachel, Laura Alfery et Jenna Harvey. 2020. [Les travailleuse·eur·s de l'informel dans la crise de la COVID-19. Un panorama de l'impact brutal et du risque à long terme](#)



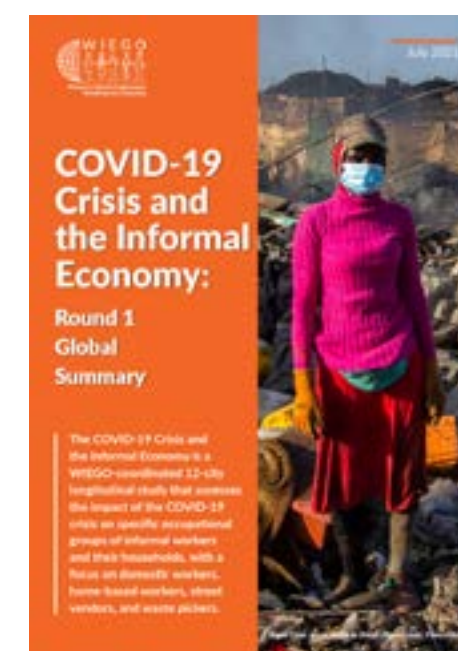
Ce livre électronique présente le panorama mondial que WIEGO a constaté lors de l'évaluation rapide menée sur les réponses immédiates à la COVID-19, le but étant de comprendre l'impact de la COVID-19 et les mesures de santé publique mises en œuvre par les pouvoirs publics concernant les travailleuse·eur·s de l'informel en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

## Autres ressources

### Sommaire des demandes et revendications :

👉 WIEGO. 2021. [Le redressement n'est pas possible sans les travailleuse·eur·s de l'informel – La reprise et les réformes post-COVID : demandes et revendications de leurs organisations](#)

### 👉 L'essentiel de l'Étude sur la crise de la COVID-19 et l'économie informelle



La crise de la COVID-19 et l'économie informelle est une étude longitudinale, coordonnée par WIEGO dans 12 villes, qui évalue l'impact de la crise de la COVID-19 sur des groupes occupationnels spécifiques de travailleuse·eur·s de l'informel et leurs ménages, en mettant l'accent sur les travailleuse·eur·s domestiques, les vendeuse·eur·s de rue et les récupératrice·eur·s de matériaux. Pour une liste complète de publications et de ressources issues de la première phase de l'étude, consultez [notre site web](#).

**Constatations globales :** [La crise de la COVID-19 et l'économie informelle : Phase 1 Synthèse mondiale](#)

**Résumé :** [anglais](#), [français](#) et [espagnol](#)

### [Fiches d'information par ville](#)

### [Recommandations en matière de politiques](#)

👉 Roever, Sally et Michael Rogan. 2020. *Informal Workers See a Long Road to Recovery Ahead – Unless Governments Act*. [Les travailleuse·eur·s de l'informel prévoient un long chemin vers la reprise – à moins que les gouvernements passent à l'action –] -. [Analyse de politiques n° 1](#)



# Le travail de WIEGO



- » [Rapports annuels](#)
- » [Bulletin d'information WIEGO](#)
- » [Bulletin d'information pour les organisations de base](#)
- » [Bulletins d'information sur le droit et l'économie informelle](#)

## Les ressources en ligne de WIEGO



Blogs



Vidéos



Webinaires

## Les canaux de réseaux sociaux de WIEGO



Femmes dans l'Emploi Informel :  
Globalisation et Organisation

